

# Ambroise CROIZAT



## Enfant du mouvement ouvrier

**Portrait.** Il y a cent vingt ans naissait Ambroise Croizat. Celui qui deviendra ministre doit nourrir la famille dès l'âge de treize ans. Il rejoint alors le combat politique et social, avec le PCF et la CGT.

« La France a eu beaucoup de ministres du Travail, mais un seul ministre des travailleurs ! » C'est à quelques pas de ces mots prononcés par Marcel Paul en 1971, lors de l'inauguration de la stèle érigée en hommage au bâtisseur de la Sécurité sociale, qu'Ambroise Croizat naît en Savoie un 28 janvier 1901. Comme peut naître alors un fils d'usine.

### Sept jours sur sept, en attendant la « retraite des morts »

En cette aurore de misère du XXe siècle, il verra de sa fenêtre d'enfant s'agiter les ombres ouvrières qui brassent, dans la poussière, les fournaies des coulées. Celle du père, Antoine, manœuvre de peine, qui y marne au ringard douze heures par jour pour 8 sous de l'heure, à peine le prix du pain.

La protection sociale comme les congés ne sont encore qu'une lointaine utopie. On y pointe à reculons sept jours sur sept, en attendant la « retraite des morts ». « *Brûlés devant, glacés derrière, on meurt là à 40 ans !* » écrit un témoin de l'époque. Les accidents et les colères s'enchaînent. Le 21 mars 1906, Ambroise verra son père sortir de l'usine, drapeau rouge en main, escorté de 10 compagnons. Ils viennent d'être licenciés pour avoir osé créer le premier syndicat CGT de la vallée. Aussitôt une grève de solidarité émaillée d'émeutes s'étend dans toutes les usines alentour.

Paniqué, le patron cède au bout de neuf jours et accepte toutes les revendications : le syndicat, une caisse de secours, deux jours de congés payés, une hausse de salaire, mais... Antoine Croizat est muté. L'errance de la famille commence, Ugine, Grenoble, Lyon. Nuits des cités, révoltes de la dignité.

**1914.** Antoine est appelé aux boucheries des tranchées. Ambroise doit nourrir la famille. À 13 ans, il est embauché comme aide ajusteur. Trois jours après, dans une manifestation contre l'Union sacrée, il adhère à la CGT. « *Bats-toi, ne te laisse pas humilier !* » Au gré des luttes, forcément les mots du père reviennent.

À 17 ans, il anime déjà les grandes grèves de la métallurgie lyonnaise. « *L'homme était un véritable orateur et surtout un rassembleur, constamment chassé par les patrons des entreprises où il travaillait* », écrit Marcel Rivoire, un compagnon de luttes. 1920, il adhère au PCF et à la CGTU et mène aux côtés de François Billoux, Maurice Thorez et Gabriel Péri les batailles anticolonialistes contre la guerre du Rif et de la Syrie.

## **Le chemin du « militant ambulant »**

Il n'a que 27 ans lorsqu'il est nommé secrétaire général de la fédération CGTU des métaux. Commence alors le chemin de celui que l'on appellera « *le militant ambulant* ». « *De 1928 à 1935, mon père fut constamment sur les routes, animant ici une grève, une occupation d'usine ailleurs...* », se souvient Liliane, sa fille. C'est sur ce chemin qu'il trace en compagnie de Marcel Paul et Prosper Môtet la bataille de l'unité populaire contre le fascisme, qui portera le Front populaire au pouvoir. Et il n'aura de cesse de le féconder sur le terrain comme à l'Assemblée nationale. Élu député de Paris en 1936, il sera aux accords Matignon pour forger les grands conquits sociaux du siècle : 40 heures, congés payés, loi sur les conventions collectives qui portera son nom. 1939, sa route s'ennuage. Suite au pacte de non-agression germano-soviétique, il est arrêté par ceux qui vont bientôt serrer la main d'Hitler, engeôlé à la prison de la Santé, costume de bagnard et boulets aux pieds. Suivent le calvaire de 17 prisons en France et la déportation vers le bagne d'Alger où il vivra, comme le raconte Florimond Bonte dans *le Chemin de l'honneur*, « *le travail forcé, les humiliations et les simulacres d'exécution* ».

Libéré en février 1943, il est nommé par la CGT clandestine à l'Assemblée consultative qui entoure le général de Gaulle au sein du premier gouvernement provisoire. De ces bancs, il donnera son premier discours à Radio Alger : « *Notre peuple n'aura pas souffert pour rien, nous lui donnerons la dignité et la sécurité sociale !* » C'est à cette tâche harassante qu'il va s'employer dès le 25 novembre 1945, lorsqu'il est nommé ministre du Travail. Appuyé par un peuple mobilisé et le rapport de forces de la Libération (29 % des voix au PCF, 5 millions d'adhérents à la CGT, un patronat souillé par sa collaboration), il laissera au peuple ses plus belles conquêtes : retraites, Sécurité sociale, médecine du travail, comités d'entreprise, prime prénatale, doublement des allocations familiales et du congé maternité, amélioration considérable du Code du travail... Les rêves et les promesses du père pour une identité sociale enviée dans le monde entier. On comprend alors pourquoi ils furent 1 million à l'accompagner au Père-Lachaise.

Un enterrement à la Victor Hugo. « *Œillets, couronnes de fleurs par milliers sur des kilomètres. Mineurs du Nord ou d'Alès, métallos de Citroën et de Renault, élus barrés d'écharpes, la France entière s'était donné ici rendez-vous pour Ambroise...* », écrit Jean Pierre Chabrol dans *l'Humanité* du 19 février 1951.

**Michel ETIEVENT**

**Auteur « d' Ambroise Croizat ou l'invention sociale »**